Maître Anne Marion de CAYEUX
Avocat au Barreau de Paris
Médiateur
Toque C0142
Tel : 01 47 63 82 41
amdecayeux@decayeux-avocat.com

CONVENTION DE MÉDIATION AVEC AVOCATS

ENTRE D'UNE PART :

Madame

Née

De

Profession

Demeurant

Assistée de :

Maître

Avocat au Barreau de

Exerçant :

Tél. : – Fax

Mail :

et

Monsieur

Né le

De nationalité

Profession

Demeurant

Assisté de :

Maître

Avocat au Barreau de

Exerçant :

Tél. : – Fax

Mail :

Madame XX et **Monsieur XX** sont conjointement désignés ci-après
sous la dénomination « **les parties** »

Les avocats, **Me YY** et **Me YY** sont conjointement désignés ci-après sous la
dénomination « **les conseils** »

ET D'AUTRE PART :

XXX

Médiateur

Compléter coordonnées

Désignée ci-après sous la dénomination « **Le médiateur** »

PRÉAMBULE

Les parties s'opposent relativement à

Exposer succinctement l'objet du litige, et l'état de la procédure s'il y a lieu

Les parties, assistées de leurs avocats, ont convenu de recourir à une médiation avec avocats, dans les conditions fixées par la présente convention, en vue d'œuvrer conjointement et de bonne foi à la résolution amiable de leur différend. Les parties comme le médiateur ont librement accepté la médiation.

Les sujets qui seront abordés en médiation seront librement et d'un commun accord déterminés par les parties, avec l'assistance éventuelle de leurs conseils.

La médiation est un processus structuré, encadré par la loi (C. pr. civ., art. 131-1 s.), qui s'appuie sur des principes d'autonomie, et de responsabilité des parties.

La médiation offre un temps et un espace pour contribuer à :

- . mieux comprendre la situation ;
- . rétablir une communication sereine et constructive ;
- . identifier les besoins, valeurs et croyances de chacun ;
- . élaborer des solutions mutuellement satisfaisantes dans le respect des règles de droit ;
- . apaiser la situation ;
- . mettre fin au litige.

La médiation procède d'une démarche volontaire et non agressive qui demande d'accepter de :

- . se rencontrer et tenter de renouer un dialogue constructif ;
- . travailler dans l'écoute et le respect de l'autre : arrêter les hostilités ;
- . privilégier la coopération : renoncer à imposer sa volonté ;
- . faire preuve de bienveillance : privilégier l'expression des ressentis et des besoins ;
- . ne pas utiliser ce qui est dit et travaillé en médiation pour nuire à quiconque.

C'est une démarche fondée sur la libre adhésion des personnes. Chacun a donc la possibilité d'interrompre le processus à tout moment, sous réserve d'en informer explicitement toutes les autres personnes intéressées.

La médiation avec avocats suppose un cadre et des principes qui doivent être respectés. Elle permet aux avocats des parties de concourir activement, avec l'aide du médiateur, à la recherche de solutions apaisées et sereines aux litiges pour lesquels ils sont consultés.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'intervention du médiateur et les droits et engagements des parties et de leurs conseils dans le cadre du processus de médiation judiciaire prévu et régi par les articles 127, 131-1 à 131-15 du code de procédure civile et 910-2 du même code.

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS DU MÉDIATEUR

Le médiateur a pour mission de favoriser le dialogue et l'intercompréhension entre les parties, assistées de leurs conseils, afin de faciliter la recherche de solutions mutuellement satisfaisantes qui mettent fin au différend qui les oppose.

Le médiateur est un tiers qualifié, neutre, impartial et indépendant.

Le rôle du médiateur diffère de celui du juge qui tranche le litige et de celui de l'avocat qui conseille les parties.

Il est le garant du cadre de la médiation et en conduit le processus.

Le médiateur respecte les principes édictés par le code national de déontologie des médiateurs.

Le médiateur s'engage, en toute impartialité, neutralité, loyauté et indépendance, et confidentialité à accompagner les parties pour qu'elles trouvent une solution par elles-mêmes à leurs différends.

Les propositions de solutions qui pourraient être élaborées, en toute confidentialité, par les parties, seront toujours soumises à l'appréciation de leurs conseils.

La formalisation des accords, qu'ils soient définitifs ou à l'état de projets, sera faite par les conseils. Le médiateur ne peut en effet encourir aucune responsabilité juridique pour les solutions convenues, comme il sera dit à l'art. 9 ci-dessous.

Le médiateur collaborera avec les conseils pour leur permettre d'assister les parties au long du processus.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DES PARTIES ET DE LEURS CONSEILS

Le processus de médiation engage les parties soussignées et leurs conseils à :

. travailler ensemble, de bonne foi et bonne volonté, à la recherche de solutions de nature à satisfaire les intérêts mutuels des parties en tenant compte de l'intérêt supérieur des enfants ;

. avoir un comportement courtois, ouvert et respectueux ;

- . donner conjointement les instructions utiles aux autres professionnels sollicités dans le cadre de la recherche de la solution (par ex. notaire, expert, banquier psychologue, pédopsychiatre, psychothérapeute...) et notamment celles de nature à leur permettre de travailler dans un esprit coopératif ;
- . éviter toute pression, notamment en proférant des menaces judiciaires ;
- . suspendre, dans la mesure du possible (sauf urgence à préserver un délai) les actions en justice relatives à l'objet de la médiation ;
- . s'abstenir de toute action d'administration ou de gestion sur les biens en commun sans concertation préalable ;
- . renoncer à saisir une juridiction au titre du différend objet de la présente convention, sauf en cas d'urgence rendant cette saisine nécessaire ;
- . mutuellement s'avertir en cas de saisine de la justice, préalablement à cette dernière, même en cas d'urgence. En cas de saisine d'une juridiction, de démarches ou de dépôt d'écritures judiciaires pour quelque motif que ce soit, postérieurement à la signature de la présente convention, les parties décideront de la poursuite ou non de la médiation.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES CONSEILS

Les Conseils s'engagent à respecter les principes régissant la médiation, le rôle et les missions du médiateur, et à collaborer avec lui.

Les conseils déclarent agir en toute indépendance l'un de l'autre, chacun d'eux représentant son client et le conseiller.

Les conseils s'engagent à mettre en œuvre les moyens propres à permettre aux parties de résoudre les différends qui les opposent en agissant de façon constructive, sans recourir pendant la médiation au juge autrement que pour faire, le cas échéant, homologuer les accords. Il est bien entendu que si la médiation ne permet pas d'aboutir à un accord, l'instance reprendra après la fin du processus.

Ils s'engagent à inciter leurs clients à communiquer, le cas échéant par leur entremise, les informations utiles à la solution recherchée dans un esprit de transparence, sincérité et loyauté.

Cette communication sera faite sous le sceau de la confidentialité, ou officiellement, comme il sera exposé à l'article 6.2. ci-dessous.

Les conseils aideront leurs clients respectifs à déterminer les éléments (informations et documents) susceptibles de permettre la résolution de leur différend.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

Les parties s'engagent à communiquer, le cas échéant par l'entremise de leurs avocats et sous le sceau de la confidentialité ou non, les informations utiles à la solution recherchée dans un esprit de transparence, sincérité et loyauté.

ARTICLE 5 - DÉROULEMENT DE LA MÉDIATION

5.1 - Lieu

Les séances de médiation se tiendront au cabinet du médiateur, ou en Visio conférence (zoom ou Skype ou autre demandé par les parties).

En cas de visioconférence :

- Utiliser de préférence un ordinateur ;
- Être seul pour garantir la confidentialité ;
- Se situer dans un environnement calme si possible ;
- Aucun enregistrement n'est possible ;
- Chaque participant disposera de préférence de son propre ordinateur et sera dans une pièce à part. Il a été expérimenté que deux personnes partageant le même écran n'est pas propice.

5.2 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de **3 mois** à compter de sa signature.

Toutefois, les parties pourront convenir, par avenant, de la prolongation, pour une durée déterminée ne pouvant excéder trois mois de plus, de la présente convention de médiation ou de sa résiliation anticipée.

Les parties, les avocats et le médiateur conviendront, d'un commun accord, des dates des séances de médiation.

Il est rappelé les dispositions de l'article 2238 du Code civil aux termes duquel « la prescription est suspendue à compter du jour où, après la survenance d'un litige, les parties conviennent de recourir à la médiation (...). Le délai de prescription recommence à courir pour une durée qui ne peut être inférieure à 6 mois, à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur ou le conciliateur, déclare que la médiation ou la conciliation est terminée. (...) »

5.3 - Séances plénières de médiation et apartés

À l'initiative des parties, des conseils ou du médiateur, il peut être convenu que certaines séances de médiation aient lieu hors la présence des conseils.

Dans ce cas, les conseils seront informés par le médiateur de la date des séances, avant qu'elles n'aient lieu.

En tout état de cause, le choix des parties sur la présence ou non des conseils aux séances de médiation sera toujours déterminant et prévalent.

Des entretiens pourront également avoir lieu entre le médiateur et les conseils, hors la présence des parties, à la demande de celles-ci ou en plein accord avec elles. Dans ce cas, le médiateur pourra s'entretenir avec les deux conseils ensemble ou avec chacun d'eux séparément, à condition qu'ils soient tous préalablement informés.

5.4 - Recours aux services de tiers

Dans le cadre de la médiation, et sur les conseils de leurs avocats, les parties pourront décider de recourir aux services d'un expert, d'un consultant ou de tout tiers dont la présence au cours du processus pourrait aider à la résolution de leurs différends.

Si les parties souhaitent couvrir l'intervention du tiers par la confidentialité, elles le spécifieront explicitement et lui feront dans cette hypothèse signer un accord de confidentialité spécifique pour son intervention.

5.5 -Fin de la médiation – rupture du processus

Les parties sont informées de la nécessité de formaliser la fin de la médiation par un écrit faisant apparaître la date de fin du processus.

Arrivée du terme de la convention - La médiation prendra fin à l'arrivée du terme de la présente convention comme il est dit à l'article 5.2 « durée », sauf prorogation expresse formalisée par l'ensemble des parties lors de la dernière réunion précédant le terme.

En l'absence de prorogation, le médiateur remettra une attestation de fin de médiation à chacune des parties et à leurs conseils, précisant la date du terme et l'obtention ou non d'un accord.

Conclusion d'un accord avant le terme contractuel (art. 5.2) de la médiation - La médiation prendra fin par la signature d'un accord entre les parties assistées de leurs conseils.

Le médiateur remettra aux parties et à leurs conseils une attestation de fin de médiation en précisant que les parties sont parvenues à un accord et la date de fin de la médiation.

Fin de la médiation avant son terme à la demande d'une partie ou du médiateur - La médiation pourra prendre fin à l'initiative du médiateur ou de l'une ou l'autre des parties sans que celle-ci ait à motiver sa décision d'aucune façon.

Le souhait de mettre fin à la médiation sera de préférence exprimé lors d'une ultime séance, ou à défaut par courriel, si cette séance ne peut avoir lieu.

Le médiateur adressera alors à l'ensemble des parties et à leurs conseils une attestation de fin de médiation précisant la fin du processus.

La médiation prendra donc fin de l'une des façons suivantes :

- soit par la conclusion d'un accord qui peut être total ou partiel,
- soit à l'initiative du médiateur ou de l'une ou l'autre des parties.

Le procès-verbal ou le courriel constatant la fin de la médiation se bornera à en préciser la date, ainsi que l'existence ou non d'un accord, sans révéler l'identité de la partie ayant pris, le cas échéant, l'initiative d'interrompre le processus.

Les parties ne pourront révéler au juge qui fut celle d'entre elles qui est à l'origine de la fin de la médiation.

ARTICLE 6 : REGLES DE LA MEDIATION

6.1. Aménagement du principe du contradictoire

Le processus de médiation repose sur un principe de loyauté et de transparence, nécessaire pour l'élaboration de solutions réalistes, pérennes et acceptées.

Il ne peut y avoir d'échange de correspondances, documents ou pièces, entre une partie ou son conseil et le médiateur, à l'insu de l'autre partie ou de l'autre conseil.

En principe, les séances de médiation se déroulent en session conjointe, c'est-à-dire en présence des parties, de leurs conseils et du médiateur.

Les échanges ne sont toutefois pas toujours soumis au principe du contradictoire, auquel le médiateur n'est pas tenu. À son initiative ou à la demande de l'une ou l'autre des parties, il peut proposer à celle-ci de la rencontrer séparément dans le cadre de session(s) séparée(s) afin d'approfondir sa compréhension du différend ou d'écouter les propositions de solutions qu'elle souhaiterait développer avant de les présenter en session conjointe à l'autre partie. Ces rencontres séparées peuvent se faire avec, ou sans, la présence du conseil de la partie reçue.

Le médiateur ne révélera à l'autre partie et son conseil les propos échangés lors des sessions séparées qu'avec l'accord de la partie concernée.

6.2. Confidentialité

Le médiateur **comme les parties et leurs conseils** s'engagent à une confidentialité totale sur toutes les informations et propositions transmises en séances de médiation, sur tous les propos échangés, sur tous les courriers et comptes rendus relatifs au processus de médiation. Cette confidentialité doit être respectée de manière absolue à l'égard de tous tiers extérieur au processus de médiation, y compris à l'égard du juge.

Tout échange portera la mention « confidentiel » à titre de simple rappel, sans que l'absence de cette mention ne puisse être interprétée comme une levée de la confidentialité.

Les écrits et correspondances entre le médiateur, les parties et les conseils, quel que soit leur objet, sont confidentiels. Ils ne peuvent être transmis à quiconque.

Sauf volonté expresse des parties, la présente convention ne sera pas confidentielle, et pourra être produite en justice pour justifier d'une tentative de recherche d'accord amiable par la médiation, avant toute saisine d'une juridiction. À la demande des parties ou de leurs conseils, le médiateur leur remettra également une attestation de participation à une médiation familiale faisant état sommairement de l'objet du différend sur lequel a porté la médiation tel qu'exposé au préambule de la présente, du nombre de séances, et de la date de fin de la médiation, qui pourra être communiquée en tant que de besoin en justice, si les parties ne parvenaient pas à un accord sur tout ou partie de leur différend.

La confidentialité ne pourra être levée qu'avec l'accord exprès des parties.

Le même engagement de confidentialité s'appliquera à toute personne (conseils, tiers, experts, consultant ...) qui pourrait être présente au cours du processus de médiation, dès lors qu'elle aura signé l'engagement de confidentialité visé au 5.4.

S'agissant des documents échangés, ils le seront par le biais de correspondances confidentielles entre avocats ou examinés en séance de médiation. En cas de remise de copies aux parties, d'un commun accord entre elles, elles porteront le cachet « confidentiel médiation ».

Toutefois, les documents peuvent être exclus, avec l'accord de l'ensemble des parties, du champ de la confidentialité, pour être considérés comme officiellement communiqués. Dans ce cas, la communication sera faite avec la mention « officiel » ou « pièces communiquées » par bordereau portant la liste des pièces numérotées, établi par les avocats. Ils pourront alors être dévoilés dans le cadre d'instances judiciaires ultérieures. Tout autre document échangé sera couvert par la confidentialité.

Le médiateur, les parties et les conseils s'engagent à n'utiliser aucune information ni propos échangés lors de la médiation dans le cadre d'une instance judiciaire quelle qu'elle soit, sauf ce qui est stipulé ci-avant au sujet des documents communiqués.

Le juge n'aura notamment pas connaissance de l'auteur de l'éventuelle rupture du processus de médiation.

Il est rappelé à ce titre les dispositions de l'article 131-14 du code de procédure civile : « *Les constatations du médiateur et les déclarations qu'il recueille ne peuvent être ni produites ni invoquées dans la suite de la procédure sans l'accord des parties, ni en tout état de cause dans le cadre d'une autre instance* ».

Article 21-3 de la loi du 8 février 1995 : « *Sauf accord contraire des parties, la médiation est soumise au principe de confidentialité.* »

Les constatations du médiateur et les déclarations recueillies au cours de la médiation ne peuvent être divulguées aux tiers ni invoquées ou produites dans le cadre d'une instance judiciaire ou arbitrale sans l'accord des parties.

Il est fait exception aux alinéas précédents dans les deux cas suivants :

a) En présence de raisons impérieuses d'ordre public ou de motifs liés à la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant ou à l'intégrité physique ou psychologique de la personne ;

b) Lorsque la révélation de l'existence ou la divulgation du contenu de l'accord issu de la médiation est nécessaire pour sa mise en œuvre ou son exécution.

Lorsque le médiateur est désigné par un juge, il informe ce dernier de ce que les parties sont ou non parvenues à un accord. »

Cette confidentialité s'applique notamment à l'égard du juge qui a ou pourrait avoir connaissance du litige en cas d'échec de la médiation. Le médiateur s'engage à ne fournir aucun rapport sur le contenu ou le déroulement de la médiation à quiconque.

Cet engagement de confidentialité subsistera après la fin de la médiation, quelle qu'en soit l'issue.

ARTICLE 7 - HONORAIRES ET FRAIS DU MÉDIATEUR

La rémunération des médiateurs est fixée à 250 € HT par heure soit 300 € TTC (pour les 2).

Les honoraires des séances collectives sont partagées entre les parties à parts égales, ainsi que toutes les diligences annexes aux séances (courriels, entretiens téléphoniques, lecture ou élaboration de documents...) sauf meilleur accord entre elles. Les séances individuelles sont partagées également, étant bien compris qu'elles sont organisées dans l'intérêt du processus de médiation dans son ensemble, le médiateur étant neutre et impartial. Chaque partie sera avisée de l'organisation des séances individuelles afin que l'autre puisse en solliciter une à son tour, si elle le souhaite.

Les parties demeureront solidaires l'une de l'autre vis-à-vis du médiateur.

Une évaluation de l'intervention du médiateur a été faite pour 2 séances individuelles d'1 heure 30 (déjà réalisées) et 3 séances de 2 heures. Ce devis prévisionnel ne saurait engager le médiateur ni les parties, la médiation étant par définition un processus souple et les parties pouvant y mettre fin à tout moment sans motif.

Les honoraires seront facturés et payés à l'issue de chaque séance.

Ils peuvent inclure :

- Entretiens téléphoniques significatifs (20 minutes et au-delà) ;
- Correspondances autres que de simple fixation de calendrier ;
- Notes de synthèses confidentielles éventuelles ;
- Examen de documents, questionnaires ou autres ;
- Temps de séance.

En cas de diligences en dehors des temps de séances, une facturation pourra donc être établie et sera détaillée.

ARTICLE 8 - ACCORD ENTRE LES PARTIES

L'accord total ou partiel des parties sera rédigé par leurs conseils soussignés ou, le cas échéant, tout autre conseil (notaire...) mandaté par leurs clients, avec leur assistance, d'un commun accord.

Les conseils se chargeront de toutes les formalités et diligences nécessaires, en vue notamment et, le cas échéant, de voir homologuer et rendre exécutoire l'accord intervenu.

Le médiateur ne sera pas chargé de quelque rédaction que ce soit, ne pouvant endosser aucune responsabilité juridique du fait des accords intervenus du fait de sa neutralité.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉS

L'obligation du médiateur relative à l'obtention d'un accord est une obligation de moyens.

La responsabilité du médiateur ne peut pas être engagée en raison des concessions faites par les parties, ni des engagements qu'elles auront pris dans le cadre d'un accord éventuel entre elles ou de l'absence d'accord à la fin du processus de médiation.